COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 01 au 05 Janvier 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Développement Durable 3

- ISLANDS : un outil au service du développement durable de notre région
- [RE-USE ECOLAB]: manuel écologique qui a pour objectif d'identifier et de former des femmes vulnérables à la valorisation des déchets
- Rivière-Noire : l'entrepreneuriat féminin à travers le recyclage
- Eco-Schools : quand écoliers et collégiens se mettent au vert

1.2 Énergie Renouvelable 8

- Des bouses de zébus pour cuire les repas
- Énergies renouvelables : « Ça marche de jour comme de nuit »
- Bouses et déchets pour le biogaz
- Les rivières pour produire de l'électricité

1.3 Santé 16

- Océan Indien : 8 millions d'euros pour la sante publique

II. Centres d'intérêts

1.1 Aquaculture 18

- Secteur halieutique : un avenir porteur pour l'algoculture

1.2 Biodiversité Marine 19

- New measures to control sea cucumber catch

1.3 Économie Océanique 21

- Économie océanique : objectif 20% du PIB d'ici 10 ans

1.4 Énergie Renouvelable 23

- « New Deal » sur l'énergie : 1 400 mégawatts d'énergies renouvelables en 2018, selon la BAD

1.5 Pêche 25

- SFA highlights successes and challenges

1.6 Politique 28

- Accord politique : Une feuille de route Bis en gestation

Témoignages

23 Décembre 2017

https://www.temoignages.re/politique/co-developpement/islands-un-outil-au-service-du-developpement-durable-de-notre-region,91895

ISLANDS : un outil au service du développement durable de notre région : Imaginer une alternative au système actuel

RE-USE ECOLAB est une activité génératrice de revenus à destination de femmes pauvres dans notre région. Elle est une initiative de ISLANDS, un outil pour aider au développement durable des îles de notre région dans le cadre d'une stratégie adoptée en 2005 à Maurice.



Les Petits États Insulaires en Développement (PEID), de la région du Sud-ouest de l'océan Indien sont vulnérables tant sur le plan économique qu'environnemental en raison de leur éloignement, de leur insularité, de leur susceptibilité aux catastrophes naturelles, de leurs moyens institutionnels pour le moins limités, de leur manque de diversification et d'ouverture ainsi que d'un faible accès au capital extérieur. En janvier 2005, 129 pays et territoires se sont réunis à l'ile Maurice, sous l'égide des Nations Unies, et ont adopté une stratégie de développement durable pour les petits États insulaires.

Cette stratégie, plus connue sous le nom de « Stratégie de Maurice », couvre la période allant de 2005 à 2015 et a été conçue pour traiter spécifiquement et exclusivement des problèmes de ces États. Elle concerne différents domaines d'activités dans les secteurs économiques, sociaux et environnementaux à travers 20 chapitres thématiques et reconnait les besoins en renforcement des capacités pour le déploiement de politiques de développement durable.

Considérée à juste titre comme une étape importante, cette stratégie ne précise pas, en revanche, les modalités de sa mise en pratique. ISLANDS est une réponse pragmatique à ces propositions et un outil pour atteindre certains objectifs. Il associe les Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice,

les Seychelles et Zanzibar et a pour objectif d'aider ces états à la mise en œuvre de cette stratégie sous forme d'actions concrètes.

La première phase de ce projet, financé par l'Union européenne (sous les fonds du 10ème FED), a été mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien avec l'assistance technique de MWH pour un montant de 10 millions d'euros. La deuxième phase du projet s'étend de juillet 2014 à décembre 2017 avec un financement de 7,5 millions d'euros.

La deuxième phase du projet s'étend de juillet 2014 à décembre 2017 avec un financement de 7,5 millions d'euros.

[RE-USE ECOLAB]: manuel écologique qui a pour objectif d'identifier et de former des femmes vulnérables à la valorisation des déchets



Une initiative de la Commission de l'océan indien et financée par l'Union européenne, RE-USE ECOLAB a pour objectif d'identifier et de former des femmes vulnérables à la valorisation des déchets les plus communs comme les papiers ou les canettes de boissons. Depuis son lancement plus d'une centaine d'éco-créatrices dans cinq pays. Ce manuel écologique, a été lancé la semaine dernière à Port-Louis.
Axelle Ramdeal nous en parle.

Willina Omva

COI et ses Projets

Développement Durable

l'express

29 Décembre 2017

https://www.lexpress.mu/article/323712/riviere-noire-lentrepreneuriat-feminin-travers-recyclage

RIVIÈRE-NOIRE

L'entrepreneuriat féminin à travers le recyclage

Le recyclage transforme des déchets en produits à vendre. Voilà ce qu'Eco-Lab a appris à faire à des femmes défavorisées. Le programme a été couronné par le lancement d'un manuel.



Le manuel d'Eco-Lab a été lancé le jeudi 21 décembre.

TRANSFORMER les déchets de tous les jours en objets faits main pour la revente. Du papier changé en colliers, des bouteilles en repose-pieds, entre autres. Permettant ainsi le recyclage et aussi trouver une autre source de revenus sous forme d'auto-entrepreneuriat. C'est ce en quoi consiste l'initiative *Re-Use* d'Eco-Lab dans le Projet Island.

Ce projet, financé par l'Union européenne (UE) à travers la Commission de l'océan Indien (COI), arrive à terme avec la fin de l'année 2017. Il a aussi été suivi par le ministère de l'Égalité du genre. Le programme a été couronné le jeudi 21 décembre par un manuel d'utilisation qui décrit avec précision comment réaliser des objets avec la récupération.

Ce projet d'Eco-Lab dans la région Ouest a été soutenu par l'entreprise sociale Belle-Verte. Il a permis la mise en place du projet pour que des femmes issues d'endroits comme Bambous ou Coteau Raffin puissent apprendre à fabriquer des produits pour être réutilisés.



Les femmes ramassent, créent et revendent les articles qu'elles ont fabriqués de leurs propres mains.

«*Le recyclage c'est bien, mais cela demande de l'énergie fossile, de la vapeur, de l'électricité. La transformation par la capacité humaine est meilleure, d'où l'intérêt que l'on a apporté à ce projet*», fait part Martine Lassémillante de Belle-Verte. «*Nous avons trouvé des stagiaires pour le programme à travers différentes organisations non gouvernementales qui suivent des personnes dans le besoin.*»

À partir de ce point, Belle-Verte a permis à ces femmes de suivre des cours d'écologie et de connaître la permaculture pour travailler avec la nature et des jardins pour l'autosuffisance alimentaire, la réutilisation d'objets et le travail du bois. Ce qui va permettre aux femmes du groupe de trouver un moyen d'être le plus autonome possible dans la création d'objets et la production de nourriture.

«*Je suis entrée dans ce programme après en avoir entendu parler. Nous l'avons trouvé très intéressant. Au lieu de jeter nous pouvons faire autre chose avec des déchets et leur donner une nouvelle vie*», explique Marie Chantal François, l'une des bénéficiaires. «*Nous avons commencé à apprendre à faire de nouvelles choses.*»

«*Ce n'est pas difficile de trouver un moyen de recycler les déchets. C'est un état d'esprit à adopter et à apprécier, ça prend de l'ampleur à Maurice*», explique Saleema Pierre, qui fait partie des intervenants. «*Il faut donner de la valeur à ce qui se trouve autour de nous. Dans le recyclage il y a du potentiel à Maurice et avec la COI nous avons une base. C'est à nous de faire grandir cela dans notre pays. Nous allons continuer le travail et ces femmes seront sur une route de l'entrepreneuriat pour y trouver une seconde source de revenus.*»

Grâce à ce programme, ces personnes dans le besoin apprennent à gérer leurs propres business aboutissant ainsi à plusieurs projets qui devraient leur permettre une certaine indépendance. Le ministère de l'Égalité du genre a aussi pris note de ce projet.

La ministre de tutelle Roubina Jadoo-Jaumboocus affirme que «*ces types de programmes qui permettent l'indépendance et la valorisation de l'auto-entrepreneuriat pour les femmes dans le domaine du recyclage et ainsi leur permettent d'avoir leur propre marché seront soutenus et appréciés*» de son ministère.

Désormais le Projet Island d'Eco-Lab devra tenir sur ses deux pieds, le financement de l'UE à travers la COI touchant à sa fin. Mais les partenaires de ce projet sont confiants qu'il tiendra la route.

COI et ses Projets

Développement Durable

l'express

05 Janvier 2018

https://www.lexpress.mu/

PUBLIREPORTAGE

Eco-Schools : quand écoliers et collégiens se mettent au vert

Neuf des 99 écoles participant au programme «Eco-Schools» ont récemment été récompensées d'un «Green Flag». Ce qui signifie qu'elles répondent à une série de critères environnementaux et pédagogiques. Le point sur ce projet soutenu par la Commission de l'océan Indien et la Rogers Foundation.

LA *green attitude*, cela s'apprend sur les bancs de l'école, le plus tôt étant le mieux… Développer les bons gestes – le tri des déchets, le recyclage, l'économie d'énergie et des ressources naturelles – et respecter la planète font partie des notions qui sont inculquées aux écoliers et collégiens de 99 établissements scolaires mauriciens et rodriguais dans le cadre du programme *Eco-Schools* depuis 2015. Fin novembre, lors d'une cérémonie de remise des prix au Centre Indira Gandhi, à Phoenix, neuf de ces écoles ont reçu le *Green Flag* attribué à ceux qui satisfont une série de critères environnementaux et pédagogiques.

Ces *Green Flags* sont de précieux sésames pour ces établissements qui, dès 2015, se sont lancés dans une course contre la montre pour préserver l'environnement dans le cadre du projet *Eco-Schools*. Ce programme consistant à intégrer des notions de développement durable dans le cursus scolaire a ses assises dans plus de 70 pays.

Créé par la Fondation pour l'enseignement à l'environnement (FEE), il offre aux jeunes la possibilité de s'engager à travers des projets concrets qu'ils choisissent eux-mêmes. La création de jardins de plantes médicinales ou endémiques, la récupération d'eau de pluie, l'interdiction d'emballages plastiques à usage unique dans les cantines font partie des mesures qui ont vu le jour dans les écoles de Maurice et de Rodrigues. Ces actions présentent l'avantage d'influer positivement sur la vie des jeunes et de leurs familles de manière durable. Et cela, en favorisant l'apprentissage créatif et en titillant la curiosité des jeunes.

Le projet *Eco-Schools*, représenté dans la région océan Indien par la Commission de l'océan Indien et financé par l'Union Européenne, a vu le jour grâce à la collaboration du ministère de l'Éducation. Le programme est piloté par l'organisation non gouvernementale (ONG) Reef Conservation, une des conditions de la FEE exigeant que le projet soit mis en place par une ONG. C'est donc celle-ci qui s'est chargée de l'accompagnement de 28 établissements sur une base pilote en 2015. Dès 2016, ce nombre passait à 99, dont 24 établissements de Rodrigues. Et en 2017, l'ONG est devenue un membre affilié de la FEE et l'opérateur du programme *Eco-Schools* pour la République de Maurice.

Le programme, explique Sameer Kaudeer, *Education and Training Coordinator* de Reef Conservation, se compose de sept étapes, dont la constitution d'un comité comprenant des écoliers (ou collégiens), le personnel enseignant et non-enseignant ou des parents. Des membres de la communauté sont aussi invités à mettre la main à la pâte. Ceci favorise, dans la foulée, la transmission des savoirs et des connaissances, commente Sameer Kaudeer. «*Nous avons même des exemples de personnes âgées, faisant partie du personnel non-enseignant, qui communiquent les secrets des plantes et qui ont aidé les enfants d'une école primaire à créer leur jardin médicinal.*»

Des organismes ou entreprises privées sont aussi encouragés à participer à cette initiative. Soit à travers des actions ponctuelles susceptibles d'appuyer le projet, ou en apportant du financement. Ce qui est le cas de la Rogers Foundation. Cette dernière a notamment apporté son soutien à l'organisation de la cérémonie de remise de prix depuis 2016.

Autre étape importante du programme : l'audit environnemental. Celui-ci est destiné à faire le point sur les pratiques établies et les moyens d'améliorer les connaissances, les comportements et les actions dans l'environnement scolaire. Puis viennent le plan d'action, fondé sur les priorités identifiées lors de l'audit, la mise en place du plan et le monitoring.

Il va sans dire que les écoles seront régulièrement évaluées pour s'assurer qu'elles continuent à remplir les critères et transmettent aux élèves les connaissances et les bons gestes relatifs à la protection de l'environnement. Cette année, en plus des neuf *Green Flags* décernés, d'autres récompenses sont allées aux écoles qui ont sensiblement progressé. Vingt-cinq d'entre elles ont reçu des *Silver Awards* et 22 des *Brown Awards*. Des signes que le concept fait son chemin dans le milieu scolaire et, par extension, au sein de la communauté.

Neuf «Green Flags» décernés

Neuf établissements se sont distingués pour la période 2016-2017. Il s'agit de Pailles SSS, Jules Koenig Government School (primaire), Mahatma Gandhi Institute, Mauritius College, le Collège Lorette de Curepipe et Nundkishore Saddul Government School (primaire). En outre, trois autres «Green Flags» ont été décernés «sous conditions», à Sir Leckraz Teelock SSS, au Collège Bon et Perpétuel Secours ainsi qu'au Forest-Side SSS.



Le concept de permaculture a permis aux élèves du Collège Lorette de Curepipe d'observer ce qui se passe dans la nature.



Les enfants ont été initiés au compostage à l'école Nundkishore Saddul.

UN PROGRAMME, DIX THÉMATIQUES

Dix thèmes environnementaux ont été identifiés : changement climatique, énergie, eau, déchets, modes de vie sains, biodiversité, sols et air, moyens de subsistance, patrimoine culturel, océan et côte.

Témoignages

23 Décembre 2017

https://www.temoignages.re/developpement/environnement/des-bouses-de-zebus-pour-cuire-les-repas,91907

Des bouses de zébus pour cuire les repas : Madagascar

Pour ne plus utiliser de bois et mettre un frein à la déforestation, les villageois sans accès au réseau électrique sont invités à se servir du biogaz.



« Cet agriculteur utilise les bouses de ses trois zébus pour produire du méthane ».

Jour de mariage au village de Mahabo, à deux heures de route et de piste de Tana, la capitale malgache. Jaona Herimanga Randriampenosoa n'est pas de la fête, mais se fait une joie de montrer son « biodigesteur ». Le secrétaire comptable de la commune explique le fonctionnement de la cuve en béton, enfouie sous le sol de latérite pile devant son pas de porte. Tous les trois jours, il soulève le couvercle, sur lequel ont pris l'habitude de jouer les plus petits de ses cinq enfants, y déverse de l'eau et trois seaux de bouse de ses zébus. Et il attend.

Source d'économies

Il attend que les matières organiques fermentent et dégagent, sans mauvaise odeur, du méthane. Ce biogaz alimente, au premier étage de sa maisonnette en briques rouge orangé, le réchaud de sa cuisinière, un rice-cooker et un lumogaz. Un luxe dans cette région de riziculture. En « brousse », seulement 6 % des Malgaches ont accès à l'électricité, ils ne sont que 15 % en milieu urbain.

Alors, pour cuire le romazava ou le ravitoto, les habitants brûlent du bois ou du charbon de bois, qu'il faut acheter à des vendeurs au bord des routes défoncées. « J'ai réalisé des économies, se félicite Jaona sous son chapeau de paille. Grâce au biogaz, j'ai pu investir dans mes cultures et payer les frais de scolarité des enfants ».

Ce genre de biodigesteurs, il en existe seulement 400 sur l'ensemble de ce pays de 26 millions d'habitants. Maud Ferrer, chef de projet à l'association

ETC Terra, qui lutte contre la déforestation depuis 2012 à Madagascar, ne désespère pas. La volontaire en solidarité internationale est intarissable sur les bienfaits de cette éco-solution : « Tous les ans, 1 % de la forêt malgache, soit 40 000 hectares, part en fumée ; alors si on peut éviter de couper les arbres pour cuisiner… » Les habitants perdent moins de temps à collecter les bouses qu'à sillonner les bois, ne souffrent plus de la fumée, et, cerise sur le gâteau, utilisent le « digestat » - les résidus de la fermentation - comme engrais pour leurs cultures.

Investissement partagé

Mais un biodigesteur coûte entre 700 et 1200 euros, selon la taille, somme que les Malgaches ne peuvent débourser - le revenu mensuel moyen est en-dessous de 40 euros. Aussi, si ETC Terra leur demande de fournir une partie des matériaux et d'acheter le réchaud à gaz, elle prend en charge ciment, ferraille, livraison et main d'œuvre. L'association, financée pour ce projet par la Commission de l'Océan Indien, l'Union Européenne et la fondation Aga Khan, compte installer 120 biodigesteurs dans le nord de la Grande Île. Une zone encore épargnée par les dahalos, les redoutables voleurs de zébus, qui menacent ailleurs dans le pays l'accès à la ressource que sont les précieuses bouses.

2R2D : Réseau des Reporters en Développement Durable - Océan Indien

Témoignages

26 Décembre 2017

https://www.temoignages.re/economie/energies-renouvelables-ca-marche-de-jour-comme-de-nuit,91928

Énergies renouvelables : « Ça marche de jour comme de nuit » - Les Comores misent sur les énergies renouvelables

Le soleil, l'eau, les déchets et même le volcan… Les Comores, soutenues par la Commission de l'océan Indien, veulent réduire leur dépendance énergétique au diesel. Le pays favorise notamment les projets de production d'électricité photovoltaïque.



Les Comores espèrent produire 55% de leur électricité avec les énergies renouvelables.

Un groupe électrogène pour produire de l'électricité lorsque la Ma-Mwe, l'EDF des Comores, procédait à des délestages ; et des bougies lorsque l'installation thermique se montrait elle-même défaillante. L'hôpital de Mitsamiouli, à une quarantaine de kilomètres au Nord de Moroni, la capitale de l'archipel, devait faire avec les bouts de chandelle pour soigner les patients de ses 87 lits. Non sans conséquence. « On a perdu des bébés qui avaient besoin de respirateur et de réanimation, inutilisables sans électricité », déplore Laïla Himidi, la chef du service de maternité.

Panneaux et batteries

Le drame ne peut être oublié, mais il relève aujourd'hui du passé. L'établissement s'est doté il y a six mois de 72 panneaux photovoltaïques et de 24 batteries solaires, grâce à l'aide de l'Agence française pour le développement. « Depuis, ça marche très bien, de jour comme de nuit », se félicite Bacar Azadinou. Le visage du directeur de l'hôpital s'éclaire encore lorsqu'il évoque les économies réalisées : plus besoin de dépenser 80 euros de diesel par jour pour le groupe électrogène. Mais la machine doit encore alimenter les équipements de radiologie et de stérilisation, trop gros consommateurs pour la petite centrale solaire posée sur les toits des bâtiments longilignes. Autre ombre au tableau : l'arrivée du photovoltaïque

a conduit le personnel à prendre « des mesures draconiennes ». Les familles des patients ne peuvent pas profiter de l'électricité de l'hôpital pour repasser discrètement leur linge. Les fers feraient sauter l'installation.

Ecole équipée

Cela étant, en ville aussi, le solaire a pointé ses rayons. Cette fois grâce à la diaspora comorienne de France. Une vingtaine de poteaux surmontés d'un petit panneau solaire ont été plantés sur la rue animée qui borde une longue plage de sable fin.



Les panneaux photovoltaïques permettent d'avoir de la lumière dans les salles de classe.

Les habitants de cette ville autrefois touristique retrouvent le sourire. Pour Rasmata Soudjaly, élégante dans son boubou rose, « le quartier a gagné en sécurité, les gens peuvent sortir et vendre des brochettes la nuit ». En face, dans l'école primaire, désormais couverte de cellules photovoltaïques, les enfants se lèvent d'un seul élan lorsque le journaliste entre dans la classe. Appliqués à recopier une leçon inscrite sur le tableau, ils disposent désormais de la lumière dans la salle. « On utilise même une télévision et un vidéoprojecteur pour les cours », s'enthousiasme Ali Mchinda, le directeur.

Biogaz, hydro-électricité et solaire

Ces projets, qui fleurissent un peu partout sur les trois îles des Comores, confortent le gouvernement, dans sa volonté de développer les énergies renouvelables. « Elles ne représentent aujourd'hui que 1% de la production électrique du pays, reconnaît Farida Ahmed Karim, la jeune directrice des énergies renouvelables du gouvernement. Mais on espère parvenir à 55% en 2030 ». Les Comores fondent de grands espoirs sur la géothermie et le volcan Karthala qui domine l'île principale. En attendant, les efforts se portent sur le biogaz, l'hydro-électricité et le solaire pour tenter de réduire la dépendance aux coûteuses énergies fossiles.

C'est le cas d'Ouzioini, niché au sud de la Grande-Comore. Les notables du village, kofias jaunes brodés de fil blanc sur la tête, en boubou resplendissant, sont fiers de montrer la nouvelle école. Le préau est entièrement recouvert de panneaux solaires, dont le financement a été assuré par le Rotary et l'Ioid, une association de Comoriens de La Réunion. La Banque mondiale a, elle, permis d'acheter une dizaine d'ordinateurs dont se servent les 300 élèves, mais aussi des étudiants, le soir venu.

Energies renouvelables moins chères

À quelques centaines de mètres, le centre de santé du district fait, lui, grise mine. La micro-centrale solaire, installée en 2008, est en rade. Les batteries ne fonctionnent plus que trois à quatre heures par jour. Comble de malheur, le transformateur de la Ma-Mwé qui alimente le quartier est également hors service, tout comme le groupe électrogène de l'hôpital ! « Nous sommes dans l'obscurité totale, se désole Mohamed Youssouf Abdulwahabi, le médecin chef. Les patients ne sont pas à l'aise, les soins ne sont pas bien faits, les produits pharmaceutiques et de laboratoire ne sont pas bien conservés, ce n'est pas honorable ».

Mais la situation devrait s'améliorer. La centrale thermique de la Ma-Mwé a été renforcée et doit s'équiper l'an prochain d'une unité de production au fuel lourd, moins cher que le diesel. Une électricité plus régulière… à défaut d'être verte. « On doit faire face aux urgences du quotidien, justifie Farida Ahmed Karim. On n'oublie pas pour autant les énergies renouvelables, plus propres et moins chères ». Le gouvernement comorien prévoit d'ailleurs des aides pour les particuliers, afin de les inciter à s'équiper en panneaux solaires. Et pour la première fois, il installe deux centrales photovoltaïques à Mohéli, la plus petite île de l'archipel, où viennent pondre des milliers de tortues marines. Le soleil permettra de fournir de l'électricité à six villages qui en étaient jusque-là totalement privés.

2R2D Réseau des Reporters en Développement Durable Océan Indien
Nazir Abderemane Daoud

Témoignages

26 Décembre 2017

https://www.temoignages.re/economie/bouses-et-dechets-pour-le-biogaz,91926

Bouses et déchets pour le biogaz : Énergies renouvelables dans les Comores

C'est l'un des projets financés par la Commission de l'océan Indien et l'Union Européenne aux Comores : produire de l'électricité à partir de déchets.



Avec le biogaz, les déchets se transforment en énergie.

Et les déchets, il n'en manque pas dans les rues pentues de Moroni. Le bureau géologique des Comores (BGC) a répertorié une cinquantaine de dépôts sauvages dans la seule capitale. « L'idée, raconte l'énergéticien Ismaël Mohamed Hassani, est de réduire cette pollution tout en favorisant les énergies renouvelables ». Le BGC va donc inciter les habitants à trier leurs ordures, pour ne jeter dans des containers installés à cet effet que les déchets organiques. Épluchures, fruits abîmés, restes des repas, végétaux… seront alors collectés et enfermés, à l'abri de l'oxygène, dans des biodigesteurs et biofermentateurs. Dans ces cuves, ils vont fermenter et dégager du méthane. Le biogaz sera ensuite stocké dans une espèce de carlingue de fusée étincelante, couchée à même le sol sur le site de l'ancienne aérogare de Moroni. Le gaz servira de combustible à des groupes électrogènes qui produiront in fine de l'électricité. Le ministère de l'Énergie, situé non loin, sera totalement alimenté par cette source originale d'énergie. D'abord incrédule, Fahari Athoumani, étudiant en troisième année d'administration et économie, est finalement conquis par le projet : « Nous, on a besoin d'électricité pour mieux vivre, sinon, il n'y a pas d'activité, c'est chaud. Alors pourquoi pas les déchets ! » Chaque jour, la centrale de biogaz avalera 1,5 tonnes d'ordures qui donneront 150 à 200 mètres cubes de méthane. Le bureau géologique collecte actuellement de la bouse de vache pour remplir les biodigesteurs et enclencher le processus de fermentation.

2R2D Réseau des Reporters en Développement Durable Océan Indien
Nazir Abderemane Daoud

Témoignages

27 Décembre 2017

https://www.temoignages.re/economie/les-rivieres-pour-produire-de-l-electricite,91940

Les rivières pour produire de l'électricité : Madagascar mise sur les énergies renouvelables

Dans les villages, le gouvernement malgache et des opérateurs privés, aidés par la Commission de l'océan Indien et l'Europe, construisent des mini-centrales hydro-électriques. Des projets attendus avec impatience par les habitants.



Le potentiel hydro-électrique de Madagascar suffirait à éclairer tout le pays.

Dans une explosion sonore et un nuage noir, Olivier allume son engin fonctionnant au diesel : un décortiqueur, qui permet de séparer les balles des grains de riz. Derrière la cabane en bois, les poules picorent, pas gênées par le bruit et la fumée. L'ouvrier, lui, attend avec impatience l'arrivée de l'électricité dans son village d'Ampasimbe, à 5 heures de route à l'Est de Tana, la capitale de la Grande Île. La petite entreprise pourra alors s'équiper d'un moteur plus économe et moins polluant. Comme 94 % des Malgaches vivant à la campagne – la très grande majorité des 26 millions d'habitants - Olivier n'a pas accès au réseau de la Jirama, l'équivalent à Madagascar d'EDF en France. Alors, pour cuisiner, il faut recourir au charbon de bois et détruire les forêts d'eucalyptus. Pour s'éclairer, les habitants qui en ont les moyens peuvent acheter de petits panneaux photovoltaïques ou des groupes électrogènes. Mais difficile, voire impossible avec ces moyens du bord d'alimenter tous les équipements nécessaires à la vie quotidienne. À Amboasoary, autre village à 200 kilomètres à l'Est de Tana, Florentine tient un hotely, modeste restaurant où elle sert du riz et du ti-lapia, un poisson d'eau douce, aux voyageurs. « Ça va pour les ampoules, mais je ne peux pas faire fonctionner le congélateur », regrette la matrone, qui dispose d'une petite installation solaire sur son toit en tôle. Le coca-cola est donc servi tiède aux clients et les aliments conservés tant bien que mal.

Cascades et barrages

Comment sortir de cette pénurie de watts ? L'Agence pour le développement de l'électricité rurale, une émanation du gouvernement, mise sur les

énergies renouvelables, notamment l'hydro-électricité. Le potentiel des rivières serait suffisant pour alimenter tout le pays, selon, Milson Ratsaraefadahy, le directeur technique. Le fluet bonhomme sillonne le pays pour dénicher les cours d'eau dont le débit serait assez soutenu pour alimenter une turbine. « Je cherche, parfois à quatre pattes », sourit-il. Nous descendons avec lui dans des gorges serpentant à travers des collines autrefois boisées, à quelques kilomètres d'Ampasimbe. Une superbe cascade tombe en escaliers sur des dalles beiges et ocres ; c'est là qu'un barrage va être dressé, pour électrifier quatre villages. L'Union européenne et la Commission de l'océan Indien, qui milite pour le développement des énergies renouvelables dans des îles aujourd'hui dépendantes des combustibles fossiles, ont versé 500 000 euros sur le 1,3 million nécessaire au chantier. Le solde sera pourvu par des opérateurs privés.

« Les mêmes droits que les citadins »

Le gouvernement malgache espère desservir 70 % des ménages en 2030, en grande partie grâce à cette ressource en eau. Dix sites ont d'ores et déjà été identifiés dans le pays. Un objectif ambitieux… et compliqué. Quand les mini-centrales ne sont pas la proie des voleurs (les câbles d'aluminium sont convoités, car ils servent à fabriquer des marmites), elles sont parfois victimes des aléas naturels. C'est ce qui s'est passé non loin d'Amboasoary, où une installation a été détruite par une coulée de boue, qui a en outre causé la mort de deux personnes, en 2014. Le barrage a lui tenu, mais derrière la paroi en ciment, en lieu et place de la retenue d'eau, des agriculteurs entretiennent maintenant des rizières. Paul Rakotondralambo, le patron de l'entreprise BETC qui a obtenu les droits d'exploitation de la centrale, ne s'est pas découragé. À 71 ans, le retraité de la Jirama, l'opérateur national, multiplie les chantiers de cette nature, dans l'espoir de « donner aux gens des campagnes les mêmes droits que les citadins ». Il a déposé à son tour un projet auprès de la COI et de l'Europe et obtenu une aide de 330 000 euros, pour reconstruire une conduite forcée et installer une turbine plus puissante. La centrale produira 70 Kw et pourra subvenir aux besoins primaires de quelque 700 ménages environnants.

Turbines malgaches

Le pays ne pourrait consentir ces investissements sans le partenariat avec le privé – le secteur a été libéralisé en l'an 2000- et les aides internationales. C'est justement pour réduire les coûts que l'association Patmad, dans la banlieue de Tana, fabrique elle-même des turbines hydrauliques. Les premières ne produisaient que 300 watts et n'alimentaient que les ampoules de cinq ou six ménages. « Les autres villageois étaient jaloux, on a arrêté », regrette Bako Andrianirinah, la directrice exécutive. Depuis, les 15 salariés, aidés par des ingénieurs suisses, se sont attelés à des machines un peu plus performantes dont une turbine « Banki » de 100 Kilowatts. Dans le cadre de ce projet, là encore soutenu par la COI, un « socio-organisateur » aidera les villageois à profiter de la fée électricité pour lancer des activités génératrices de revenus.

2R2D Réseau des Reporters en Développement Durable Océan Indien
Nazir Abderemane Daoud

Océan Indien : 8 millions d'euros pour la sante publique



La vulnérabilité des îles face aux risques épidémiques est un motif de préoccupation pour la Commission de l'Océan Indien (COI). Pour la troisième fois, l'Agence Française de développement (AFD) appuie l'action de la COI en faveur de la santé publique en Indianocéanie.

Le Secrétaire Général de la COI, Hamada Madi, l'Ambassadeur de France à Maurice, Emmanuel Cohet, et le Directeur de l'AFD pour Maurice, les Seychelles et la COI, Matthieu Discour, ont signé récemment à Port-Louis, la Convention de financement d'une troisième phase du projet de veille sanitaire.

Le montant de la subvention s'élève à 8 millions d'Euros et s'étale sur une période de cinq ans. « Le nouveau projet Santé que financera l'AFD servira à renforcer le réseau de Surveillance Epidémiologique et de Gestion des Alertes (SEGA), instrument efficace de sécurité qui regroupe 250 professionnels en santé humaine et animale. Ceci permettra aussi à placer dans le viseur des experts de l'Unité de veille sanitaire de la COI l'impact des changements climatiques et des catastrophes naturelles sur la santé publique », a indiqué Hamada Madi.

Selon les informations diffusées sur le site de l'Ambassade de France à Madagascar, le nouveau projet visera également l'approfondissement et l'amplification des collaborations avec les partenaires techniques de la Région entre autres l'Agence régionale de santé Océan Indien, l'Institut Pasteur de Madagascar ou encore la Plateforme d'Intervention Régionale de la Croix-Rouge (PIROI).

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de Vishnu Lutchmeenaraidoo, Président du Conseil de la COI et Chef de la diplomatie mauricienne, Anwar Husnoo, Ministre mauricien de la Santé et de la Qualité de la Vie, et Neypatraiky Rakotomamonjy, Ministre des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique de Madagascar.

À cette occasion, des épidémiologistes de terrain formées par la COI, l'une de Maurice et l'autre des Seychelles, ont reçu leur diplôme sanctionnant deux ans de formation. Les cinq autres épidémiologistes de terrain de la promotion sont de Madagascar. C'est le Ministre malgache des Postes, des Télécommunications et du Développement numérique qui a réceptionné leurs diplômes. 25 épidémiologistes ont été formés grâce à ce partenariat entre la COI et l'AFD, qui a mobilisé au total près de 20 millions d'Euros de dons.

Photo : Institut Pasteur de Madagascar
Lanto RAZAFINDRAMIADANA

Secteur halieutique : un avenir porteur pour l'algoculture



De plus en plus d'opérateurs s'intéressent à l'exploitation des algues, vu l'important potentiel existant à Madagascar. On recense actuellement sept opérateurs privés qui tentent de développer des productions commerciales sur les littoraux malgaches, mais ils doivent encore faire face à plusieurs contraintes d'ordre technique, biologique et économique. Le ministère des Ressources halieutiques et de la pêche a annoncé officiellement la relance de l'algoculture dans quelques zones côtières de l'île en mai dernier. Cela, après une mise en veille de cette activité pour des raisons techniques. Car depuis 2010, cette filière est confrontée à des problèmes phytosanitaires qui ont fortement affecté la production d'algues dans le pays.

Aujourd'hui, seule une société s'est lancée dans la culture et la transformation de l'algue dans le pays. Installée dans la région Diana, elle exporte jusqu'à 2 000 tonnes d'algue par an. Toutefois, la filière bénéficie de l'appui de plusieurs programmes depuis quelques années. Parmi ces initiatives, on peut citer le Programme régional pour la gestion durable des zones côtières des pays de l'océan Indien (ReCoMaP). C'est également le cas de la Compagnie de pêche frigorifique de Toliara (Copefrito) qui collabore actuellement avec plus de 400 algoculteurs répartis sur 200 km de côte et commence à exporter ces produits sur l'Europe.

Outre les retombées économiques, l'algoculture constitue également une alternative à la surpêche et présente plusieurs avantages environnementaux. La production annuelle d'algues au niveau mondial se chiffre en ce moment à 160 000 tonnes. L'Indonésie, les Philippines, la Tanzanie, le Vietnam et la Malaisie sont les principaux producteurs à l'échelle commerciale.

R.R.

New measures to control sea cucumber catch



New measures will be put in place this year to regulate the collection of three types of commercial sea cucumber species in the waters of Seychelles. The three targeted sea cucumber species commonly found in deep waters are the flower teat fish, white teat fish and prickly red. The deputy chief executive of the Seychelles Fishing Authority (SFA), Calvin Gerry, said, the "new management measure will be introduced to ensure sustainability and long-term viability of the sea cucumber species since it is no longer a virgin stock".

Sea cucumbers are marine animals with a leathery skin and an elongated body containing a single, branched gonad found on the sea floor worldwide. They are so named due to their resemblance to the fruit of the cucumber plant and are consumed fresh or dried in various cuisines. Sea cucumbers are considered a delicacy in East and Southeast Asia.

A total allowable catch has been set up for each of the three species and these are 281,250 units for the flower teat fish; 56,250 units for the white teat fish; and 37,500 units for the prickly redfish. The fishing season of the sea cucumber will also be reduced to eight months — from October to May. Currently, the fishing season is from October to June.

"This will be reviewed after three consecutive fishing seasons. We will monitor the quota and also put in place a review mechanism for non-performing licensees who are not utilising their quota," says Mr Gerry.



The species is the most regulated of all fisheries in Seychelles, an archipelago in the western Indian

Ocean, with fishing license conditions containing more than 30 articles. Due to exploitation for around 20 years, the stock has dwindled. The chairman of the Association of Seychelles Sea Cucumber Industry, Paul Morin, said that symptoms of stock depletion have been detected during their last scientific analysis and it is prudent to enforce new regulation as a precautionary measure.

"The three species form the bulk of our harvest. I would say above 95 percent of our catch over the last 15 years. Therefore, if now we have been allowed to target only these 3-main species, it would have minimal impact on our traditional overall catch," said Mr Morin. Fisheries is the second largest contributor to the economy of Seychelles and more than 99 percent of the sea cucumber harvested is exported to overseas market.

"The limitation in quota will not affect the revenue collected as in previous years as the revenue gain is measured in weight," said Mr Morin. "However, there are certain vessels that have been producing well that may be affected because their respective quota limit might be below their 2016 catch." Mr Morin said there are two reasons for the limit on the number of months for the sea cucumber fishing season.



Source: Seychelles News Agency

"Sea cucumber divers are classified as commercial divers and after having stressed the body out for 8-9 months it is prudent that the body is allowed a break to properly recuperate. As our traditional management controls were based more on input control, this has allowed the stock the chance to replenish." A local fisherman, Terry Jeanne, who has been working in the industry for over 15 years, said that there should be more consultation with fisherman before a new regulation is put in place.

Mr Jeanne nevertheless agreed that if fishermen "want to ensure that there is a catch tomorrow, we need to regulate the collection somehow and prevent overfishing of the species." While at sea for several weeks, Mr Jeanne said he noticed that there is a depletion in the stock of sea cucumbers as he had to go in the deeper water to get his catch. He suggested that in the future other types of the species should be allowed to be collected to let the ones that are being fished to replenish.

04 Janvier 2018

https://www.lemauricien.com/article/economie-oceanique-objectif-20-du-pib-dici-10-ans/

Économie océanique : objectif 20% du PIB d'ici 10 ans



Doubler, d'ici 10 ans, la contribution de l'Économie océanique au Produit intérieur brut (PIB) pour atteindre les 20 %. C'est l'objectif que s'est donné le gouvernement, à travers le ministère de l'Économie océanique, de la Pêche et des Ressources marines, en matière de développement de ce secteur, selon la Senior Chief Executive du ministère de tutelle, Kan Oye Fong Weng-Poorun.

« Le gouvernement s'est engagé à faire de l'économie océanique une importante industrie afin de soutenir la diversification économique, la création d'emplois et la génération de la richesse nationale », a déclaré la Senior Chief Executive du ministère de l'Économie océanique. « La vision consiste à transformer Maurice en un État océan, en promouvant l'économie océanique comme un des piliers du développement ». L'objectif, dit Kan Oye Fong Weng-Poorun, est de doubler d'ici 10 ans la contribution de l'économie océanique au PIB, un indicateur économique qui mesure la production interne des biens et services dans un pays au cours d'une année donnée par ceux résidant à l'intérieur de ce pays.

Selon la Senior Chief Executive, une feuille de route a été développée à cet ef- fet. Dans ce contexte, poursuit-elle, sept groupes (clusters) ont été identifiés pour accueillir des développements. Ceux-ci regroupent notamment l'exploration du lit de l'océan pour la détection des hydro-carbures (produits pétroliers) et des minéraux, la pêche, la transformation des produits de mer et l'aquaculture, la Deep Ocean Water Application (DOWA), soit le pompage de l'eau froide en profondeur de l'océan pour climatiser certaines entreprises de Port-Louis. Il y a également les services marins qui comprennent le tourisme maritime et les loisirs, les TIC marines, la biotechnologie marine, l'enregistrement des navires, des activités portuaires, les énergies renouvelables marines.

Kan Oye Fong Weng-Poorun annonce que depuis l'année dernière, le gouvernement mauricien travaille avec la Banque mondiale pour atteindre ces objectifs. « La Banque mondiale a soumis son rap- port en octobre dernier », révèle-t-elle. À cet égard, trois groupes (parmi les sept susmentionnés) ont été identifiés : la pêche, le port/les TIC et l'énergie marine. Le premier comprend le Seafood Hub et l'industrie du thon, la pêche sur les bancs, la gestion de l'écosystème des lagons et l'aquaculture. Le second inclut le SMART Port, le bunkering à Port-Louis, la construction et la réparation des navires, le terminal des croisières et le cabotage inter îles. Le troisième est composé du développement en aval du projet DOWA, le développement d'un projet d'éoliennes en haute mer et celui de la technologie des vagues (énergie marémotrice).

« Le ministère des Finances et celui de l'Économie océanique sont en train de travailler avec la Banque mondiale pour identifier les sources de financements, afin de recruter des consultants pour commencer les projets identifiés », annonce Kan Oye Fong Weng-Poorun.

« New Deal » sur l'énergie : 1 400 mégawatts d'énergies renouvelables en 2018, selon la BAD

Madagascar figure parmi les pays privilégiés par le Groupe de la Banque Africaine de Développement et peut espérer beaucoup du « New Deal » sur l'énergie en Afrique.



Comme à Madagascar, le basculement vers les énergies renouvelables devient une tendance générale dans les pays africains.

Eclairer l'Afrique et offrir un accès pour tous à l'électricité ! Telle est l'une des cinq priorités de la Banque africaine de Développement (BAD), d'après son président, Akinwumi Adesina. Durant l'année 2017, cette institution financière a réalisé 100% de ses engagements en faveur de l'énergie verte propre et efficace. Cette année 2018, elle compte encore financer des projets de production d'électricité avec un total cumulatif de 1400 mégawatts d'énergie renouvelable, dans le cadre du « New Deal » sur l'énergie pour l'Afrique. *« Nous sommes résolument à la pointe des énergies renouvelables. Nous aiderons l'Afrique à exploiter tout son potentiel énergétique, en développant un mix énergétique équilibré afin de soutenir les projets d'industrialisation »,* a déclaré le président du Groupe de la BAD. A noter que la part des projets d'énergies renouvelables dans le portefeuille de la production d'électricité de la BAD est passée de 14% pour la période 2007-2011, à 64% pour la période 2012-2016. Madagascar figure parmi les bénéficiaires privilégiés de ces projets.

Changements. L'Initiative pour l'énergie renouvelable en Afrique (AREI) dont l'objectif est de fournir 300 gigawatts (GW) d'énergies renouvelables en 2030 et 10 GW d'ici à 2020, figure maintenant parmi les actions favorisées par la BAD, comme l'ont demandé les chefs d'État et de gouvernement africains. De son côté, le G7 a promis d'engager 10 milliards USD pour soutenir cette initiative, issue de la COP21 et approuvée par l'Union africaine. La BAD, quant à elle, a déjà approuvé en novembre dernier, son deuxième plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 (CCAP2) qui peut se traduire comme un message clair de son engagement à aider les pays africains à mobiliser des ressources pour

soutenir la mise en œuvre des actions au niveau national, ainsi que celles avec les organisations régionales, de manière à soutenir en même temps le développement. L'approbation de ce plan d'action a d'ailleurs fait écho aux discussions de la COP23 à Bonn, en Allemagne, pour le renforcement de la réponse mondiale aux menaces du changement climatique. Par ailleurs, avec le mandat élargi dans le cadre du « New Deal » sur l'énergie pour l'Afrique, le Conseil d'administration de la BAD a également approuvé le 15 décembre 2017, un investissement de 20 millions USD pour l'énergie durable. Cet investissement dans le « Fonds Evolution II » vise à contribuer à la croissance et au développement durable, avec la création, notamment pour les femmes. D'après les explications, cela devrait s'accompagner d'effets d'entraînement, induits par la mobilisation de l'économie générée par l'accès à l'électricité.

Antsa R.

SFA highlights successes and challenges



Yellow Fin tuna quotas and the IOTC: international success leads to national economic results and better conservation

2017 marked 33 years of existence of the Seychelles Fishing Authority (SFA) as the executive arm of the government dealing with all fisheries related matters. The authority is guided by government policy to promote sustainable and responsible fisheries development and optimize the benefits for present and future generations.

For 2017, the authority's life cycle has been marked by many key events that has significantly impacted on the strategic direction of SFA and provided new foundations for future development. These events include:

1. Appointment of a new Board of Directors and Chief Executive Officer in May 2017.
2. Appointment of a new minister responsible for Fisheries and Agriculture
3. Recognition by government of the need to give new momentum to the Fishing industry
4. Implementation of a "quota" system for yellow fin tuna fishing activity by the Indian Ocean Tuna Commission (IOTC)

2017 was a year where after many years of facing serious challenges within the fishing industry, the authority, with the full support of government, initiated the development of a road map including a Strategic Plan for institutional recovery and development.

Despite limited financial and human resource capacities, SFA has been able to showcase a significant number of achievements for the development of the fisheries sector and some of these are highlighted below. Under the new management, the Seychelles delegation attending the 21st Session of the IOTC meeting was able to put forward a forceful and well-argued position to convince other members of this regional tuna management forum to allow Seychelles to set its quota for yellow fin tuna catch based on the 2015

figures, upturning the previous decision of the IOTC to use 2014 as the baseline year. This position significantly allowed for the industrial tuna fishing activity to extend until early December 2017 whereas the previous decision would have ended operations of the fleet as early as September. The IOTC also approved a Seychelles co-sponsored resolution to phase out the number of Fish Aggregating Devices (FADS) and the supply vessels that manage them, thus making the tuna purse seine industry more sustainable.

Providing infrastructure to support the fishing sector

SFA continued with first phase of infrastructure development of on Ile Du Port (Zone 14) involving construction of the road network and utilities services for the various developers located in the zone and are providing ancillary services to the industrial fishing sector. Works for this first phase are almost completed and the second phase of the project will commence by the second quarter of 2018. 2017 also saw the commencement of the second phase of the Japanese-funded (JICA) Providence fishing port extension project (Zone 6 Providence Industrial Estate) which is expected to be completed in July 2018. SFA has also started a number of artisanal fisheries development projects at Glacis, Anse Aux Pins and La Digue, while at Bel Ombre construction of the processing plant facility comprising four units is almost completed. In the second half of 2017 SFA managed to address most of the issues relating to shortages of ice faced by the fisheries sector earlier in the year, through its ice plants repair and maintenance programme. Plants located at Bel Ombre, Victoria and Praslin were all running at full capacity in the second half of the year, while spare parts for the plants at Providence Fishing Port, Anse Royale and Anse à la Mouche have been purchased and repair of the facilities will be undertaken by early 2018. SFA has developed a comprehensive ice plant cleaning programme for all ice plants, bringing the country to international EU Standards.

The authority also managed to repair and install mooring buoys at the Victoria Fishing Port, as well as replace 9 navigation buoys at different channels around Mahé and Praslin.

In 2017 SFA developed an action plan to improve the sustainability of the sea cucumber fishery. The much awaited and critical management plan for demersal fisheries resources on the Mahé Plateau was finalised. Both plans were submitted and approved by Cabinet. SFA has initiated the collection of information on all commercial, recreational and sport fishing vessels using a boat frame survey that would allow for updating of the fisheries licensing framework for the artisanal sector.



Fishing today for tomorrow: Managing and planning for fisheries sustainability

Research: laying the scientific basis for fisheries management and development
In 2017, the Fisheries Research Section continued to provide vital support to the development of our fisheries industry through a number of studies undertaken. These included the following:

- Developed a new applied fish research projects to support the new demersal management plan for the Mahé Plateau;
- Implemented a new data collection protocol for artisanal fishery catch assessment survey and new data capture software;
- Collected data for over 200 trips under the Observer Programme was transferred into a central database for accessibility by scientists;
- Upgraded the data management software for the purse seine fishery and developed new software for data processing to improve reliability and timeliness of purse seine datasets;
- Initiated the collection of information on all commercial, recreational and sport fishing vessels using a boat frame survey;

Monitoring, control and surveillance
For 2017, personnel from the Monitoring, Control and Surveillance (MCS) section participated in two national air patrols and three regional sea patrols of the Seychelles EEZ as part of the routine surveillance and monitoring programme to detect illegal fishing activities. Additionally, coastal sea patrols were conducted around Mahé and the inner islands.

Farming the sea: Development of mariculture in Seychelles
In 2017, SFA continued with the development of the Mariculture Master Plan (MMP) and the Mariculture Policy for Seychelles. The authority also completed an Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) for aquaculture development in Aquaculture Development Zones and completed market studies on the establishment of export markets for Seychelles aquaculture products. Construction started in 2017 on the Broodstock Acclimation and Quarantine Facility (BAQF) and is expected to be completed in April 2018. The Mariculture Section was able to successfully run education and awareness campaigns to ensure adequate information is disseminated to the population, particularly educational institutions and meeting with fisherfolks.

Looking to the future
The authority has a new budget for 2018 approved by government and the National Assembly and this will bring in much-needed new staff and additional resources in critical areas including making the processing plants at Providence all operational. More attention will also be paid to fisheries transparency and to stakeholders. It is expected that the authority will improve its external communication both nationally and internationally.

04 Janvier 2018

http://www.midi-madagasikara.mg/a-la-une/2018/01/04/accord-politique-une-feuille-de-route-bis-en-gestation/

Accord politique : Une feuille de route Bis en gestation



Le Premier ministre essaie de faire baisser la tension en n'excluant pas un large consensus politique avant les élections de 2018.

Ballon-sonde ou projet déjà en cours d'élaboration ? On a le droit de se poser la question lorsque le Premier Ministre Mahafaly Solonandrasana Olivier a laissé entendre lors de son petit-déjeuner de presse du 28 décembre 2017 qu'un accord politique n'est pas à exclure. Mais, la déclaration du chef du gouvernement reste floue. Il s'est contenté de faire penser à cette alternative au cas où un référendum sur l'article 47 de la Constitution ne pourrait pas se tenir. Un seul article de la Constitution jugé « incohérent » par le régime HVM peut-il justifier l'existence d'un accord politique ? Et quid de la hiérarchie des normes dans ce cas : l'accord politique en question aura-il une valeur juridique supérieure à la Constitution de la Quatrième République ou l'inverse ? Le dernier accord politique appliqué à Madagascar était la fameuse feuille de route de sortie de crise qui a été adoptée après la rupture de l'ordre constitutionnel en 2009. La Constitution de la Troisième République a été suspendue. La feuille de route a été insérée dans l'ordonnancement juridique interne du pays par la Loi n° 2011-014.

Pacte de responsabilité.

Pour certains observateurs avertis de la vie politique, le Premier Ministre n'a fait que lancer un ballon-sonde pour faire baisser la tension en cette période où la démarche du gouvernement dans l'élaboration des trois projets de loi organique sur le régime général des élections et du référendum, l'élection du président de la République ainsi que l'élection des députés à l'Assemblée nationale est confrontée au rejet des parties prenantes aux futures consultations populaires. Le chef du gouvernement mène actuellement des concertations auprès des partis politiques et de différentes entités de la société civile, certes, mais la démarche semble toujours être loin de favoriser l'approche consensuelle dans l'élaboration des textes qui vont régir les élections de 2018. Bon nombre d'analystes politiques concluent vite que

l'accord politique annoncé par le locataire de Mahazoarivo risque de connaître le même sort que le pacte de responsabilité recommandé par la HCC dans sa décision n°24-HCC/D3 du 12 juin 2015 relative à la résolution de mise en accusation du président de la République Hery Rajaonarimampianina. Le Juge constitutionnel a rejeté la décision de l'Assemblée nationale qui a voté la déchéance du chef de l'Etat en recommandant que « les Institutions de la République œuvrent en faveur d'un pacte de responsabilité, garant du bon fonctionnement de l'Etat, dans le cadre de la Constitution en vigueur ». Jusqu'ici, rien n'est fait pour la mise en œuvre de cette décision de la plus haute juridiction du pays.

Stabilité et Inclusivité.

La signature de la feuille de route de sortie de crise de 2011 a été dictée par la nécessité d'un retour à l'ordre constitutionnel dans la stabilité. Et ce malgré le « Ni…Ni… » qui a été imposé par la communauté internationale, très exceptionnellement pour accompagner les autres mesures permettant d'asseoir cette stabilité. 6 ans après, le mot « stabilité » revient. Et même le président de la République Hery Rajaonarimampianina l'a prononcé dans son dernier discours du « Rendez-vous du président ». Mais, puisque le contexte n'est plus exceptionnel, la mesure exceptionnelle « Ni…Ni… » n'aura plus sa raison d'être. Pour bon nombre de politiciens, la recherche d'un accord politique par le régime en place devrait être dictée par la nécessité de la stabilité politique qui devra passer par la tenue d'élections inclusives, libres et démocratiques dans un an.

R. Eugène